

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 22 septembre 2022.

La parité entre l'euro et la roupie indienne (1 euro = 80 roupies) est revenue à celle d'il y a un an. Je l'ai constaté en recevant ma retraite, 20235 roupies, soit 252,93 euros, j'ai craint un moment qu'elle soit défavorable à la roupie et que ma retraite s'en trouve diminuée d'autant.

Ils osent tout. La question qui tue celui qui la pose.

La monarchie peut-elle être compatible avec la démocratie ? - Courrier international 22 septembre 2022

Si vous avez une intense activité intellectuelle, continuez la lecture, sinon cliquez sur fermer,

On passe son temps à prétendre savoir ce qu'on fait ou pourquoi on le fait, alors qu'en réalité la plupart du temps on n'en sait rien. On le découvrira bien plus tard dans le meilleur des cas, ce qui ne sera pas donné à tout le monde. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la plupart des hommes auront vécu en passant à côté de l'essentiel ou ils étaient voués à demeurer ignorants jusqu'à leur dernier souffle.

C'est ainsi qu'on en vient à se prononcer sur ce qu'on ne connaît pas, à juger les autres sans faire preuve du moindre discernement, injustement, à commencer de préférence par ceux qui nous entourent parce que les autres nous sont inaccessibles. On les a sous la main, c'est pratique, ils servent de boucs émissaires à toutes nos frustrations ou illusions, au lieu de les observer avec bienveillance pour en apprendre quelque chose. On en vient à leur prêter des intentions qui leur étaient étrangères ou à projeter sur eux le produit de nos propres refoulements, dont on n'a pas conscience.

Mais il arrive toujours un moment dans la vie, quand on devient vieux, où malgré nous, par la force des choses peut-être, parce que les enjeux de l'existence sont derrière nous ou ils ont perdu de leur attrait, de leur intensité, on commence à percevoir ou on en vient à concevoir modestement, que par conformisme ou manque d'imagination, on a passé le plus clair de son temps à se leurrer soi-même ou à errer dans la pénombre, à se fabriquer un monde étriqué qui ne correspondait qu'à une infime partie de la réalité, qui n'avait eu de cesse de nous tendre les bras. Il est alors hélas trop tard, les bras nous en tombent, on n'a plus la force de les relever pour la saisir à pleine main, on a déjà un pied dans la tombe, le cauchemar est enfin terminé.

Je crois que ce passage m'a été inspiré par les commentaires que je lis dans le blog où je poste des commentaires, car je crois avoir détecté en les lisant attentivement qu'ils sont le fait de vieillards, ce qui explique pourquoi cela ne les intéresse pas de chercher une issue politique à la crise du capitalisme. Ils s'en contrefoutent, ils se foutent des générations plus jeunes qu'eux, du sort de leurs enfants ou petits-enfants, tout ce qu'ils souhaitent c'est la paix, la paix sociale, le statu quo entre les

classes, la stabilité du régime en place. Ils sont prêts à s'en remettre à Poutine ou Xi, n'importe quel sauveur suprême fera l'affaire, du moment qu'ils pourront finir leurs jours tranquillement.

C'est pesant comme rapports, je vais cesser d'intervenir dans ce blog. Sur le Net, soit vous tombez sur des blogs où les commentaires sont relativement cordiaux, et vous avez affaire à des vieux qui vous livrent leurs fantasmes ou se livrent à des spéculations délirantes, soit vous tombez sur des commentaires débiles bourrés d'insultes qui sont le fait de plus jeunes, ou alors vos commentaires seront enfouis sous des trolls qui les ont envahis. Bref, passons à autres choses.

La transition énergétique prônée par Davos sert juste à créer artificiellement les conditions d'un nouveau cycle du capital, tout comme les guerres.

En se privant des énergies fossiles hormis le nucléaire, exceptés les pays les plus développés, la plupart des autres pays du monde ne pourront pas accéder à l'énergie nucléaire sauf à s'endetter lourdement auprès des bailleurs de fonds internationaux pour acquérir des centrales nucléaires dont seuls les pays les plus riches maîtrisent la technologie et sont en mesure de les fabriquer. Autrement dit, le passage au tout électrique de nature nucléaire devrait renforcer la domination économique et politique principalement des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, du Japon, de la Chine et de la Russie sur le reste du monde.

Exiger que l'ensemble des pays du monde (environ 200) se privent du gaz et du pétrole pour produire de l'électricité pour subvenir à leurs besoins, conduirait à les empêcher de se développer économiquement ou à les maintenir dans un état de sous-développement permanent.

Ceux qui préconisent cette politique énergétique en portent la responsabilité, selon eux la planète ne supporterait pas que l'ensemble des pays et des peuples accèdent à un niveau de vie comparable à celui des occidentaux ou des pays les plus riches, autrement dit, ils cautionnent la stratégie définie à Davos.

Selon eux toujours, la surpopulation n'existerait pas, dans le même temps ils expliquent qu'il faudrait se débarrasser des OGM, des engrais et pesticides chimiques, de l'agriculture intensive, ces arguments sont contradictoires puisque ces éléments prouvent exactement le contraire, à savoir que le recourt aux procédés séculaires ou traditionnels employés en agriculture (incluant l'élevage) respectueux de la nature, suffirait à produire des aliments sains et à nourrir la population de la Terre entière, à condition qu'elle diminue à terme, et qu'en attendant elle demeure relativement stable ou ne progresse que lentement sans jamais atteindre un seuil qui remettrait en cause l'équilibre entre l'offre et la demande, la demande ne devant jamais excéder l'offre.

Or malheureusement c'est ce qui s'est produit, parce que les tenants du capitalisme ont estimé que pour assurer la survie de leur système économique voué à l'effondrement, le développement exponentiel de la démographie mondiale pourrait permettre de le retarder, dans la mesure où elle contribuerait à maintenir le taux de plus-value, ils produiraient de plus en plus et par conséquent de plus en plus de marchandises seraient consommées, de sorte qu'en volume ils accroîtraient leur fortune ou amasseraient des sommes colossales, tandis qu'inexorablement le taux de profit s'effondrerait et la masse de la population mondiale serait maintenue dans un état de pauvreté et de précarité permanente, et il arriverait un moment où cela ne suffirait plus, il leur faudrait s'attaquer aux peuples bénéficiant d'un mode de vie supérieur, ce qui devrait se traduire à l'arrivée par une régression sociale généralisée d'une ampleur inimaginable, nous y sommes.

Ces monstres de cynisme ont joué la carte de la surpopulation, elle devait les aider à atteindre leur objectif, c'est ainsi que réalisant qu'ils étaient devenus les maîtres du monde, on peut émettre l'hypothèse prudente qui demande encore à être vérifiée, que l'heure aurait sonné d'imposer autoritairement aux peuples un processus inverse conçu de longue date, devant conduire à une importante réduction de la population mondiale en recourant à différentes mystifications ou mises en scène minutieusement réglées relevant du terrorisme, du totalitarisme ou du fascisme, dont les peuples n'auront pas idée une fois plongés dans une profonde psychose collective, parce qu'ils ne peuvent pas concevoir que ceux qui les gouvernent sont mal intentionnés à leur égard ou qu'ils sont prêts à les sacrifier.

Pour l'heure, la population mondiale va continuer d'augmenter, parce que le dynamisme des décennies antérieures ne peut pas s'arrêter ou s'inverser du jour au lendemain, ce qui ne fait pas vraiment l'affaire du gang mafieux de Davos parce que tous les peuples s'impatientent ou frappent à la porte en exigeant des conditions de vie meilleures, alors que les oligarques leur promettent l'inverse ou de leur pourrir littéralement l'existence, il arrivera donc un moment où cette distorsion atteindra son point de rupture... A nous de nous y préparer pour aborder cette période des révolutions dans les meilleures conditions, afin de contribuer à leur victoire.

Si d'un coup de baguette magique nous parvenions au pouvoir, on commencerait par faire un inventaire complet de la situation que nous laisse le capitalisme. On ne s'attaquerait pas à toutes ses tares du jour au lendemain, on ne commettrait pas cette erreur fatale. Par exemple, avant de fermer des centrales nucléaires, on commencerait par en construire qui fonctionnent au thorium qui présente l'avantage de ne laisser aucun déchet... Avant de s'attaquer à l'agriculture intensive qui nourrit plus de 95% de la population, aux OGM, aux engrais chimique, etc. on commencerait par évaluer les conditions qui permettraient de produire autrement ou plus sainement sans entraîner une pénurie d'aliments essentiels... On ne fermerait pas les centrales électriques qui fonctionnent au gaz, au pétrole ou au charbon aussi longtemps qu'on n'aurait pas pu les remplacer par des énergies moins polluantes, à moins qu'on parviennent à les rendre propres en utilisant les dernières découvertes scientifiques ou des technologies plus sophistiquées.

Quelques points de repère.

Fin 2021, on recensait dans le monde 436 réacteurs en exploitation dans 33 pays : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Arménie, Belgique, Biélorussie, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Corée du Sud, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Hongrie, Inde, Iran, Japon, Mexique, Pakistan, Pays-Bas, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Taïwan, République tchèque. (Wikipédia)

Dans 1/3 de ces pays la production d'électricité à partir de centrales nucléaires atteint ou est très inférieure à 10% de l'électricité consommée annuellement.

En 2020, ce sont les États-Unis qui ont produit le plus d'électricité nucléaire avec 94 installations (deux sont en construction), devant la France (56 réacteurs), la Chine (49 réacteurs) et la Russie (38 réacteurs).

(Source : Kernkraftwerk Gösgen-Däniken AG - www.kkg.ch)

Totalitarisme et déshumanisation. Estimons-nous heureux qu'ils ne nous bouffent pas !

La Californie autorise le compost humain pour lutter contre le réchauffement climatique - BFMTV 21 septembre 2022

À partir de 2027, il sera possible de laisser les cadavres se décomposer en Californie, selon une méthode encadrée qui se veut plus respectueuse de l'environnement que la crémation ou l'inhumation.

La Californie rejoint ainsi l'État de Washington, le Colorado, l'Oregon, et le Vermont, qui ont déjà légalisé le compost humain. Il faut compter entre 5000 et 7000 dollars, selon les entreprises qui pratiquent cette activité. BFMTV 21 septembre 2022

La crise généralisée du capitalisme.

Le secrétaire général de l'ONU met en garde devant des dirigeants du monde entier contre le risque d'"un hiver de grogne mondiale" en raison des multiples crises qui frappent l'humanité. *"La crise du pouvoir d'achat se déchaîne, la confiance s'effrite, les inégalités explosent, notre planète brûle"* déclare Antonio Guterres à l'ouverture de la semaine de haut niveau annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies. BFMTV 20 septembre 2022

Le régime capitaliste est illégitime, il doit disparaître, tout de suite.

Une personne meurt de faim dans le monde toutes les quatre secondes - AFP/LePoint.fr 20 septembre 2022

Une personne meurt actuellement de faim dans le monde toutes les quatre secondes, selon les estimations les plus sévères de plus de 200 ONG, qui demandent aux dirigeants mondiaux réunis à New York « *d'agir pour stopper la crise mondiale de la faim* ». « *Les organisations venant de 75 pays ont signé une lettre ouverte pour exprimer leur indignation face à l'explosion du nombre de personnes souffrant de la faim et pour faire des recommandations, alors que 345 millions de personnes dans le monde souffrent de faim aiguë, un nombre qui a plus que doublé depuis 2019* », soulignent ces 238 organisations dans un communiqué.

Les signataires de la lettre ouverte ont détaillé leur méthode de calcul dans une note de bas de page. Ils s'appuient sur les chiffres du dernier rapport en septembre du Réseau mondial sur les crises alimentaires, créé en 2016 par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Union européenne et des ONG.

C'est aux travailleurs et leurs organisations de gouverner, personne d'autre.

Haïti vers la "révolution" après le doublement du prix de l'essence ? - Courrier International 20 septembre 2022

Après une semaine d'émeutes et de saccages, les violences et la paralysie du pays des Caraïbes ont repris lundi 19 septembre.

“Toutes les stations-service du pays demeurent fermées. Celles qui n'ont pas été vandalisées pendant les manifestations des derniers jours ont prudemment mis fin aux opérations de vente. [...] Il y a encore des barricades sur plusieurs axes à travers le pays. Impossible de recevoir du carburant et de vendre du propane, que certaines familles utilisent pour la cuisson des aliments”, écrit le plus grand quotidien d'Haïti, Le Nouvelliste.

Personne ne sait quand ni comment s'arrêtera la crise, une des plus violentes traversées par le pays. Les manifestants réclament la démission du Premier ministre et chef d'État de facto, Ariel Henry, dont l'investiture n'a jamais été validée par la chambre des députés, dissoute après l'assassinat, le 7 juillet 2021, du président Jovenel Moïse.

Dimanche 11 septembre, veille du déclenchement des émeutes, Ariel Henry annonçait la fin des subventions – instaurées de longue date – des prix des carburants *“pour financer des programmes sociaux”*. L'équivalent d'une très forte augmentation, plus de 100 % par exemple pour l'essence.

“Faillite de l'État”

Depuis, des institutions publiques, des stations-service, des banques ont été saccagées. Des alliés politiques d'Ariel Henry ont été attaqués.

Lundi 19 septembre à Port-de-Paix, dans le nord du pays, les locaux de Caritas – branche du Secours catholique – ont été pillés.

Jeudi 15 septembre, les locaux du Programme alimentaire mondial de l'ONU ont été pillés aux Gonaïves, la troisième ville du pays. Ils stockaient des aliments pour près de 100 000 écoliers.

Le Nouvelliste écrit dans un éditorial :

“Révolution pour certains, règlements de comptes pour d'autres, les événements [...] confirment davantage la faillite de l'État [...] et que le pays est comme un bateau ivre en pleine mer. Le capitaine du bateau et ceux qui l'accompagnent ne se soucient guère du sort des passagers.”

Crise économique, crise politique – aucune élection n'est prévue – impuissance voire indifférence de la communauté internationale.

“Les forces vives de la nation ont brûlé leurs ailes ou sont emportées par la crise, quand elles ne sont pas une partie du problème. [...] Une seule certitude, la facture sera salée. On sait aussi que ce sont les plus pauvres qui vont la payer.” Courrier International 20 septembre 2022

Il nous a déclaré la guerre. Mobilisation générale pour chasser Macron et pour une République sociale.

A l'ONU. Emmanuel Macron: "Nous avons à faire un choix simple: celui de la guerre ou de la paix" - BFMTV 20 septembre 2022

Quand l'impérialisme et le colonisateur est contesté en Afrique, ils se rebellent.

ONU : l'invasion de l'Ukraine est un «retour à l'âge des impérialismes», accuse Macron - Europe1 21 septembre 2022

"Ce à quoi nous assistons depuis le 24 février dernier est un retour à l'âge des impérialismes et des colonies. La France le refuse et recherchera obstinément la paix", a martelé le président français. "Qui est hégémonique aujourd'hui si ce n'est la Russie ?", s'est interrogé le chef d'Etat.

Faites ce que je dis, mais pas ce que je fais.

À l'ONU, Emmanuel Macron appelle à prendre position contre la Russie – RFI 21 septembre 2022

Emmanuel Macron a prononcé un discours virulent à la tribune de l'ONU mardi 20 septembre. Sa cible : la Russie, responsable de la guerre en Ukraine, face à laquelle le chef de l'État français a appelé la communauté internationale à s'unir au nom des valeurs de la Charte des Nations unies.

Une déclaration en faveur d'une guerre mondiale

En marge de son discours à l'ONU, Emmanuel Macron met en garde contre "la partition du monde" – BFMTV 21 septembre 2022

Le président de la République estime qu'il est important de "*constituer une coalition plus large sur la guerre en Ukraine.*"

Révéléateur. Qui est isolé ?

Guerre en Ukraine: au micro de BFMTV, Emmanuel Macron appelle à "éviter qu'il y ait l'Ouest contre le reste du monde" – BFMTV 21 septembre 2022

En famille entre tyrans.

France - Royaume-Uni : Première rencontre finalement chaleureuse entre Emmanuel Macron et Liz Truss - 20minutes.fr 21 septembre 2022

Macron livre des armes au régime néonazi de Kiev pour bombarder la population civile russophone.

Moscou juge « inacceptable » la poursuite des livraisons d'armes à l'Ukraine par la France - Journal du Dimanche 20 septembre 2022

Un vice-ministre russe des Affaires étrangères, Alexandre Grouchko, a reçu l'ambassadeur français, Pierre Lévy, ce mardi. Les échanges ont été particulièrement tendus au sujet des livraisons d'armes à l'Ukraine en provenance de l'Occident, et notamment de la France. Dans un communiqué, dont l'AFP se fait l'écho, à l'issue de cet entretien, la diplomatie russe a signifié à la France le caractère « *inacceptable* » à ses yeux des livraisons d'armes au pays dirigé par Volodymyr Zelensky, qui a facilité une contre-offensive des forces ukrainiennes : « *L'accent a été mis sur le caractère inacceptable de la poursuite du gavage de l'Ukraine avec des armes occidentales, dont françaises.* »

Alexandre Grouchko a également accusé les troupes ukrainiennes de mettre à profit ces armes pour « *bombarder des installations civiles et des infrastructures, notamment la centrale nucléaire de Zaporijjia* ». Le site de la centrale la plus grande d'Europe, aux mains des Russes depuis le début de l'offensive, est visé depuis des semaines par des bombardements, dont Kiev et Moscou s'accusent mutuellement d'en être l'auteur. En septembre, le président russe, Vladimir Poutine, avait déjà mis en garde son homologue français, Emmanuel Macron, contre les « *conséquences catastrophiques* » de ces frappes qui pourraient causer un véritable accident nucléaire d'ampleur.

Les sanctions occidentales contestées

Le vice-ministre de la diplomatie russe a une fois de plus insisté sur « *la nécessité de lever les sanctions illégales contre les producteurs russes de céréales et d'engrais et de supprimer tous les obstacles à l'approvisionnement des marchés des pays en développement afin d'éviter de graves conséquences humanitaires* », relate l'AFP.

Des propos qui font écho à ceux de Vladimir Poutine. Ce mardi, le chef de l'État russe a accusé l'Union européenne (UE) de bloquer le don de 300 000 tonnes d'engrais russes aux pays pauvres : « *C'est clair : ils ne veulent pas laisser nos entreprises gagner de l'argent. Mais nous voulons donner (ces tonnes d'engrais) gratuitement aux pays dans le besoin* », a déclaré Vladimir Poutine lors d'une cérémonie de remise des lettres de créance à une vingtaine d'ambassadeurs. Journal du Dimanche 20 septembre 2022

Mes commentaires qui ont été publiés dans le blog *Réseau International*.

1 - Je n'ai pas tout lu, cela me prend la tête et je suis poli. Cependant j'ai noté ceci.

- *La mondialisation n'était en fin de compte qu'une ruse de guerre*

Encore un qui a tout compris !

- *George Orwell, un espion du Mi-6*

Quelqu'un a dû lui souffler très fort et il l'a cru !

- *Francis Fukuyama, un idéologue de la CIA*

Un idéologue de l'oligarchie financière anglo-saxonne cela suffira amplement.

- *l'histoire est toujours en marche, vers le pire suivant le principe universel d'entropie, ou vers le meilleur suivant l'utopie née de l'esprit humain tentant de façonner un réel conforme à l'idée*

Nous y voilà, c'est l'idée qui prédestinerait au destin de l'humanité, et non les conditions matérielles des hommes telles qu'ils les transforment, et qui leur permettent de prendre conscience à un certain stade de développement, que leur émancipation dépend uniquement de leur action, et non de l'idée qui nous ramène à Hegel.

On est là en pleine régression intellectuelle, et j'ai l'audace d'avancer que c'est voulu.

2 - (Cela m'a valu le commentaire suivant : *En quoi ne régressons-nous pas ?*)

Ma réponse.

- Je vais vous faire une réponse à la Jean-Luc Godard : En rien ou en tout, c'est la même chose ou cela revient au même ! Je vous laisse deviner pourquoi.

3 - Les États n'ont que des intérêts et pas d'amis, tout le monde s'en balance allègrement.

On nous rétorquera qu'on n'en est plus là de nos jours parce que les sociétés ou holdings transnationales ont davantage de pouvoir que les États, qui ont abandonné le leur au profit d'institutions supranationales, toujours est-il qu'ils existent toujours et qu'ils ont des comptes à rendre à leurs peuples.

Tous les États pour justifier leur budget de la Défense au détriment des besoins sociaux de leurs peuples doivent s'inventer des ennemis quand bien même ils n'en auraient pas, la Chine et l'Inde ne font pas exception.

Ici en Inde, je constate qu'on regorge de produits made in China, qui pourraient très bien être fabriqués en Inde à un coût défiant toute concurrence. Peu importe où laissons cela de côté. Toujours est-il que le business prime sur toute autre considération, un peu comme l'appartenance à une caste inférieure est négligeable, quand la famille du ou de la future épouse est aisée, personne ne trouve à y redire, l'honneur est sauf du moment que chacun y trouve son intérêt. C'est ce principe hélas qui guide encore les hommes et les États.

(Cela m'a valu la réponse suivante : - *Exactement ! Enfin un qui comprend !*)

4 - Je suis d'accord avec vous.

J'ai noté ce passage qui apporte de l'eau au moulin du tyran Macron :

- *le mode actuel de financement des retraites ne peut plus fonctionner.*

C'est à la fois le constat et la conclusion de Macron-BlackRock = il faut liquider le système par répartition parce qu'il n'est plus viable, et le remplacer par un système à points qui forcera chacun à travailler plus longtemps pour une retraite de misère...

Moi je réponds : Un régime qui n'est pas en mesure de garantir une retraite décente à chacun des citoyens de ce pays doit disparaître.

5 - Pourquoi répondez-vous à des gens qui tiennent absolument à sauver le régime en place, qui veulent nous faire payer des dettes qui ne sont pas les nôtres.

Vous n'avez pas encore compris, semble-t-il si je peux me permettre, que nous ne partageons pas les mêmes intérêts ou les mêmes intentions ou encore les mêmes objectifs politiques.

Dites-leur on fait table rase du passé et on reconstruit la société sur d'autres bases, il faut procéder à un changement de régime économique, condition préalable à la satisfaction de nos besoins sociaux et aspirations démocratiques, vous allez voir leur réaction...

6 - Le culte des puissants, de ceux qui détiennent du pouvoir, c'est marrant de constater à quel point les uns et les autres s'en remettent à eux pour décider de leur destin, je me demande comment ils font pour s'identifier à eux, ma foi cela doit être inconscient.

Oui, c'est cela, ce sont les mêmes qui reprochent à leurs semblables de se conduire comme des moutons ou les traitent de cons, alors qu'en réalité ils les imitent ou ils le sont eux-mêmes. Je me demande sur quel plan on en apprend le plus ici, psychologique ou politique.

Il y en a même un qui a trouvé le moyen de s'extasier devant cette scène ou ces chefs d'Etats semblent s'entendre comme larrons en foire, j'ose préciser, sur le dos de leur propre peuple, oui, sinon ils ne seraient pas là, car c'est bien le peuple le dindon de la farce, lui il devra se passer de ces mets délicats ou raffinés, il est absent du banquet.

Avez-vous remarqué que dans 99% des articles que nous lisons, il n'y figure pas, même pas au titre de figurant. Alors je me demande de quoi parlent ceux qui postent des commentaires, puisqu'ils sont réduits à l'état d'ectoplasme dans ces articles.

Les grands de ce monde décident à notre place, c'est merveilleux. Le droit international devrait s'imposer, tant pis si c'est au détriment des intérêts des peuples, on s'en fout, ils sont trop cons. On va aller loin avec ça...

7 - - les populations de la Terre

Connais pas ! Moi je ne connais que les classes, désolé, ce sont elles qui structurent l'ensemble de la société. Qu'on l'ignore ou qu'on s'en détourne se traduit infailliblement par une grande confusion.

La société se compose de classes sociales ; le système économique repose sur les inégalités entre des classes sociales ; les partis politiques et les institutions reposent sur les classes sociales ou leurs intérêts respectifs ; chaque citoyen appartient à une classe sociale déterminée ; l'interprétation des conditions d'existence auxquels chaque citoyen est soumis dépend essentiellement de la classe à laquelle il appartient ; ce qui permet de résister à l'exploitation, c'est la conscience d'appartenir à une classe sociale déterminée, tous ses membres partagent collectivement les mêmes intérêts et objectifs politiques... sauf qu'ils l'ignorent généralement !

8 - Les braves gens, comme c'est émouvant ! A part l'horizon du capitalisme ou l'exploitation de l'homme par l'homme, vous leur en connaissez d'autres ? Que d'illusions !

Je n'interprète pas la situation en termes de blocs ou de contre-pouvoirs comme le font les géopoliticiens, qui pensent à la manière des idéologues de l'oligarchie financière, et n'ont pas d'autre

perspective politique que l'organisation du monde telle qu'elle existe sous l'égide du capitalisme mondial, leur horizon indépassable, mais en terme de lutte de classes. C'est ce qui me permet d'entrevoir un monde totalement différent, où tous les rapports sociaux jusqu'aux plus élémentaires n'existeraient plus ou seraient inversés...

Mais à quoi bon expliquer cela ici, vous vous en foutez ou vous ne vous donnerez même pas la peine d'essayer de comprendre ce que j'ai voulu dire.

Un cran de plus a été franchi dans la tyrannie ou l'instauration d'un régime totalitaire. Quand un fait divers devient une affaire politique.

Je voudrais revenir sur l'histoire qui arrive à Adrien Quatennens, qui n'est sans doute pas un mauvais bougre ou qui ne méritait pas le lynchage public dont il fait l'objet. J'ai beau être vieux, je déteste toujours autant l'injustice et la tyrannie, que lorsque j'étais jeune.

Je tiens à dire que si nous avons eu un parti ouvrier digne du socialisme jamais nous ne nous serions mêlés des affaires d'un couple de militants, et jamais nous n'aurions admis que quiconque d'extérieur s'emmêle non plus, qui plus est lorsque le législateur cautionne la violence exercée par un régime dictatorial envers les plus faibles et les capitalistes envers la classe ouvrière, justifiant le recours à des barbares sanguinaires au cours de ses guerres et armant un régime néonazi, il y a tout lieu de douter de son impartialité ou des intentions assurément inavouables qui guident son jugement, par conséquent cette affaire ne regarde que les intéressés eux-mêmes et personne d'autres.

La tournure monstrueuse que prend cette affaire montre à quel point elle est avant tout politique, et qu'on assiste à un règlement de compte des agents du régime, qui ont décidé de se payer LFI et de faire éclater la NUPES, qui a leurs yeux présente une menace politique, dans la mesure où toute opposition structurée contestant la politique de Macron sans même aller jusqu'à la rupture, loin s'en faut, pourrait compromettre la mise en œuvre de la suite de son programme ultra réactionnaire, ce qu'ils estiment intolérable.

J'avais terminé ce texte hier, mais je tiens à rajouter ce qui m'est venu à l'esprit ce matin en guise d'avant-propos, pour bien situer le cadre dans lequel à mon avis il faut aborder ce sujet.

Dès lors qu'on ne veut pas rompre avec le capitalisme, on est forcément amené à s'accommoder de tous ses forfaits, crimes ou violences, de toutes ses injustices dont les masses sont victimes, c'est imparable, et quand il arrive qu'on en soit soi-même victime, on ne peut que se déclarer coupable. Je ne sais pas si vous percevez quel degré de corruption idéologique il faut avoir atteint pour plaider coupable à la place de l'Etat ou du régime.

Voilà qui explique pourquoi ils s'en prennent de préférence aux masses plutôt qu'à l'Etat ou à l'oligarchie financière, et pourquoi ils sont coupés des masses, mais aussi pourquoi ils ne peuvent leur proposer aucune issue politique conforme à leurs intérêts.

On pourrait aborder cette question sous un autre angle et on aboutirait au même constat.

Dès lors qu'on estime injustifiable le geste qu'on a commis ou les paroles qu'on a prononcées, qu'on plaide coupable à la place de l'Etat, on dédouane l'Etat de ses responsabilités, ce qui signifie qu'on accepte d'en supporter toutes les conséquences, on arme le bras du législateur ou de notre bourreau pour nous frapper, et notre cause est perdue d'avance.

C'est la raison pour laquelle je refuse catégoriquement de m'engager dans cette voie, de juger les masses, et encore moins de prononcer la moindre accusation à leur encontre. Pourquoi ? Pardi, parce qu'elles ne détiennent aucun pouvoir ou elles ne peuvent pas décider librement de leur sort, ce qu'on a trop tendance à oublier, or c'est la stricte réalité.

Qui pourrit l'existence de toutes les familles ouvrières, qui, pas les intéressés eux-mêmes, mais bien ceux qui ont intérêt à continuer de les exploiter et de les opprimer. On nous rétorquera que, tout de même elles y mettent du leur parfois. Effectivement, mais là encore il faut se demander pourquoi avant de les juger. Pourquoi sinon qu'elles n'ont pas conscience de leur condition, parce que tout est fait pour leur interdire d'y parvenir. Dès lors quel crime auraient-elles commis, qui en dernière analyse en est responsable sinon ceux qui leur créent des conditions d'existence insupportables qui les amènent à se déchirer ou conduisent à bien des tragédies. Si l'ignorance est un crime, nous devons tous avouer notre culpabilité, nous devons tous développer un complexe de culpabilité qui nous rabaisse, nous paralyse... Vous voyez jusqu'où peut mener cette thèse ignoble, et qui en tire profit.

Fin de cet aparté.

Comment cette affaire est-elle devenue publique ?

Dès que Cécile Quatennens déposa sa main courante dans un commissariat, elle fut transmise au parquet de Lille, qui s'empressa d'ouvrir une enquête, sans même qu'elle en soit avertie, c'est leur avocat qui l'informerait ainsi que son époux.

C'est Le Canard enchaîné, qui a des informateurs bien placés dans la magistrature, qui la semaine dernière se fit un malin plaisir de révéler l'existence de cette main courante, alors qu'il fait lui-même l'objet d'une enquête préliminaire ouverte par le Parquet de Paris, après la plainte déposée par l'un de ses journalistes, qui a dénoncé l'usage d'un emploi fictif au sein de la rédaction pendant 30 ans. Gageons que dans sa magnanimité le Parquet de Paris fera preuve de bienveillance à son égard et clôturera le dossier pour manque d'éléments à charge en échange du service qu'il vient de rendre à Macron.

J'ai lu attentivement le communiqué qu'Adrien Quatennens a rendu public le 18 septembre 2022

J'ai vécu autrefois une histoire similaire, à ceci près qu'elle s'est réglée à l'amiable entre ma première épouse et moi.

Ce qui est significatif dans le cas du couple Quatennens, c'est qu'une des deux parties, Céline, l'épouse d'Adrien Quatennens, a décidé d'introduire dans leur histoire une tierce partie, en l'occurrence les services judiciaires, en déposant une main courante contre son époux, laissant supposer à partir de cette déclaration, qu'Adrien aurait pu commettre un ou des actes ou délits susceptibles de relever de la justice, ce qui en soi constituait une grave accusation pouvant nuire à l'intégrité d'Adrien, dès lors que les charognards médiatiques et la pourriture de la réaction s'en empareraient.

Il y a lieu de faire remarquer à ceux qui bafouent allègrement le principe de la présomption d'innocence, que personne à ce stade ne peut certifier que l'accusation portée contre Adrien par son épouse serait justifiée d'une manière ou d'une autre, dans la mesure où personne, pas même Adrien, n'a eu connaissance du contenu de la main courante déposée par son épouse. Il faut noter aussi, que les uns et les autres se sont empressés de porter un jugement sur un geste en ignorant totalement le contexte dans lequel il était intervenu. Pire encore, Mélenchon le lâche a rejoint les rangs des

chacals qui se sont rués sur Adrien Quatennens, le condamnant en déclarant « *une gifle est inacceptable dans tous les cas* », la députée LFI Danielle Simonnet a renchéri : « *Une gifle c'est une gifle, ça n'est pas à banaliser* », avant d'ajouter pour Achever Adrien : « *C'est une bonne chose que la coordination des espaces de LFI ait estimé qu'il devait être mis en retrait. Il ne peut plus pour l'instant parler en notre nom. Il faut exprimer la pleine solidarité avec les victimes* » (BFMTV 22 septembre), j'y reviendrai plus loin, je ne sais pas ce qui me retient de leur en filer des baffes à ces salauds !

On peut émettre l'hypothèse que Céline, qui n'était pas censée ignorer l'engagement politique d'Adrien et le traitement que les médias lui réserveraient, a cru bon de recourir à ce procédé afin de pouvoir négocier leur divorce à son avantage ou tout simplement pour préserver ses intérêts, tout du moins tels qu'elle les concevait, d'une certaine manière elle s'en serait servi comme moyen de chantage sans vouloir nuire particulièrement à Adrien, les femmes qui développent souvent un complexe d'infériorité sont particulièrement surnoises, sans se douter de la tournure que prendrait leur histoire une fois qu'elle serait rendue publique.

Il se peut que Cécile ait mal vécu qu'Adrien se consacre de plus en plus ou entièrement à son engagement politique au cours des dernières années, et qu'elle n'ait pas supporté de devoir supporter seule les charges familiales. Il s'en suivit une certaine amertume et beaucoup d'incompréhension, qui se transformèrent en haine au fil du temps...

J'ai pour ainsi dire vécu cela en raccourci toutefois il y a 41 ans, après la naissance de notre fille. Mon épouse me plaça devant le dilemme suivant : continuer de militer ou préserver notre couple, j'optai pour la seconde option, je n'avais pas vraiment le choix, ce qui ne me vint pas à l'esprit à ce moment-là, c'est que pour en arriver à cette extrémité-là, cela signifiait que le sort de notre couple était déjà scellé, et nous divorcerons 8 ans plus tard.

Tout au long de ma vie, je dois avouer que j'ai manqué de clairvoyance quand il s'agissait de gérer mes propres affaires. Ce n'est que bien des années plus tard que je réalisais ce qui s'était passé ou que j'en prenais conscience. J'aurais dû m'en occuper davantage, je n'ai jamais fait de plan d'aucune sorte, c'était au-dessus de mes moyens réduit à vivre au jour le jour. Issu d'un milieu défavorisé, peut-être ai-je pensé que se projeter dans le futur était réservé aux nantis, et comme je n'en faisais pas partie, je serais ballotté d'une rive à l'autre du long fleuve de la vie pas vraiment tranquille sans vraiment toucher terre ni couler, aussi dois-je m'estimer heureux !

Vous savez ce que je pense de LFI, cependant ce qui arrive à Adrien Quatennens me fait de la peine parce que c'est profondément injuste, dégueulasse, ils veulent le briser, le détruire tout simplement. Si maintenant il n'est pas capable de se défendre contre les charognards qui veulent sa peau, on ne peut rien de plus pour lui, que ce qu'on a expliqué dans la causerie du 19 septembre.

Epilogue ou déchaînement de haine en bande organisée contre Adrien Quatennens, au-delà sur ce qu'incarne LFI même de façon déformée, la classe ouvrière, car c'est elle leur véritable cible. En portant un mauvais coup à LFI, ces mégères entendent rendre service à Macron.

A bas le féminisme et l'écologisme !

Comme j'eus raison de le proclamer haut et fort, les faits me donnent raison une fois de plus. Les intentions de ces pouffiasses fanatisées sont visiblement malintentionnées et téléguidées idéologiquement. J'en veux pour preuve qu'elles piétinent allègrement le souhait exprimé publiquement par l'épouse d'Adrien, que leur différent ne fasse pas l'objet d'un déballage public ou

que son époux soit victime d'un tel traitement. Cette brave femme est victime d'une instrumentalisation politique qui la dépasse, l'accabler serait tout aussi dégueulasse évidemment.

Chacun peut percevoir clairement de nos jours, que la société dans laquelle nous vivons est animée de forces centrifuges qui œuvrent en permanence à sa dislocation, à la dislocation de tous les rapports sociaux, et dernièrement cela a pris une tournure hystérique allant jusqu'à encourager les femmes à haïr férocelement les hommes, pour finalement déclarer que les organes génitaux des hommes et des femmes ne permettaient plus de les distinguer, de sorte qu'il soit rendu impossible d'accéder à la connaissance de l'origine de leur comportement, ce qui est pratique quand on envisage de les manipuler ou de leur imposer un comportement standard. Cette propagande outrancière est présente dans le portail du Forum économique mondial ou Davos, inutile de se demander pourquoi, chacun peut le comprendre instantanément. Une fois atomisés, vous devenez particulièrement vulnérables, l'ensemble des membres de la société en guerre les uns contre les autres sont à leur merci, on peut facilement leur faire accepter n'importe quelle mesure qu'il aurait été impossible de leur imposer en temps normal, on en a eu la démonstration depuis début 2020 avec leur mystification sanitaire ou fausse pandémie...

Quand en dehors de toute considération vous avez conscience d'appartenir à une classe sociale, vous partagez les mêmes besoins ou intérêts et aspirations individuelles, qui de ce fait deviennent collectifs, vous pouvez vous unir sur cette base et combattre ensemble l'Etat et la classe des capitalistes pour obtenir satisfaction, sachant que chaque lutte est politique. Quand les tenants du régime tyrannique en place font tout pour opposer entre elles toutes les couches d'exploitées, c'est cela qu'ils visent et pas autres choses, il leur faut neutraliser par n'importe quel moyen la lutte de classe des exploités et des opprimés.

Adrien et Cécile appartiennent bien à la même classe sociale, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux, et tous deux aspirent à la démocratie et à la liberté, et bien malgré tout voilà qu'ils en arrivent à se livrer à une lutte à mort dans l'arène que leurs ennemis ont mise à leur disposition à cette occasion. Ce sont leurs ennemis qu'il faudrait blâmer uniquement ici, eux seuls portent la responsabilité des drames familiaux qui frappent en particulier les familles ouvrières, au lieu de cela, on cherche qui d'Adrien ou de Cécile serait responsable de la situation dans laquelle ils se retrouvent aujourd'hui, comme s'ils l'avaient souhaité, c'est injuste et délirant.

Les inquisiteurs obtiennent une tribune dans Libération, dont le propriétaire est le milliardaire Patrick Drahi, qui avait appelé à voter Macron. Elles exigent, rien que cela, qu'Adrien Quatennens démissionne de son mandat de député, alors qu'elles n'appelleront pas à la démission de Macron leur véritable mentor.

Quatennens: plus de 500 militantes féministes exigent sa "*démission de son mandat parlementaire*" - BFMTV 21 septembre 2022

Dans une tribune de #RelèveFéministe publiée par Libération, plus de 500 militantes féministes demandent à ce qu'Adrien Quatennens démissionne de son mandat de député du Nord.

Parmi les signataires de la tribune, on retrouve des militantes de La France insoumise (LFI), du Parti socialiste (PS), de Générations mais aussi d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV).

"*Nous refusons catégoriquement de militer avec des hommes auteurs de violences*", déclarent celles qui ont paraphé la tribune.

Selon les militantes, *"il est grand temps de faire de la place politique aux féministes qui luttent au quotidien contre les violences sexistes et sexuelles."* Elles appellent ainsi à une *"relève féministe"*.
BFMTV 21 septembre 2022

La chasse à l'homme, à défaut de la chasse au capitalisme.

Leur infâme tribune commençait ainsi :

- Les agresseurs et auteurs de violences sexistes et sexuelles ne peuvent représenter nos combats politiques. Puisque les hommes semblent incapables de faire mieux, il est temps de passer la main, plaide le collectif #RelèveFéministe.

Les hommes sont présumés tous coupables aux yeux de ces détraquées du nouveau tribunal de l'Inquisition. Ces despotes appellent à les traquer, les harceler, les menacer, leur pourrir la vie jusqu'à ce qu'ils cessent tout engagement politique. Et en plus ces décomposées ont recouru à l'écriture inclusive dans leur tribune.

Ces scélérates visent directement Mélenchon :

- Nous condamnons avec la plus grande fermeté les réactions de Jean-Luc Mélenchon et de ses pairs, qui renforcent la culture patriarcale.

Entre nous, il l'a bien cherché. Nous ne leur reconnaissons absolument aucune légitimité pour s'exprimer au nom d'une quelconque catégorie de la population.

Il faut bien comprendre que tous ces gens qui se réclament d'une morale vertueuse, sont les mêmes qui ont soutenu toutes les guerres de l'OTAN, la mystification climatique, puis celle sanitaire avec la muselière et la piquouse, et dernièrement celle sur la guerre en Ukraine imputée à la Russie, on peut affirmer sans crainte de se tromper qu'elles ont été systématiquement de tous les mauvais coups, des coups pourris initiés par les oligarques du Forum économique mondial.

A les entendre, seuls les hommes s'adonneraient à des violences sur les femmes, mais pas les femmes sur les hommes. A aucun moment elles ne s'intéresseront aux contextes qui ont conduit à ces violences, comment de l'extérieur quelqu'un pourrait-il en juger, puisque personne n'est dans l'intimité d'un couple au quotidien pour savoir ce qui s'y passe réellement, hormis ce que l'un ou l'autre veut bien confier, et qu'il y a lieu de prendre avec des pincettes, car on ignore si son récit est fidèle ou non à la réalité.

Les hommes sont réputés physiquement plus forts que les femmes ou ils cognent plus fort. Les hommes abuseraient de leur position dominante ou ils développeraient un complexe de supériorité, tandis que les femmes se soumettraient à cette domination et développeraient un complexe d'infériorité.

Mais sur le plan psychologique, quel est le plus fort, qui domine, celui qui s'extériorise et qui n'a plus grand chose à l'intérieur, dans la tête si vous voulez, ou celle qui intériorise ou garde tout à l'intérieur, qui réfléchit et ressasse mille fois les mêmes choses pour tenter d'exister malgré tout, échafaude des plans de survie ? L'homme est sûr de lui, de sa domination, il en veut pour preuve que sa moitié est toujours d'accord avec lui ou elle lui laisse faire ce qu'il veut. C'est ce qu'il croit, mais est-ce vraiment la réalité? Il n'en sait rien, et il ne se pose même pas la question. Pour lui c'est entendu, jusqu'au jour où sa compagne va ruer dans les brancards, bousculer son consensus obtenu

aux forceps, du genre : qui ne dit rien consent forcément, une illusion, et lui balancer qu'elle en marre de vivre avec lui et qu'elle a pris la décision de rompre leur relation.

Il tombe des nus, après ce coup de massue il est en état de choc. Il va lui demander depuis combien de temps elle est malheureuse avec lui, quand elle va lui répondre depuis longtemps déjà ou des années, il va repenser à toutes les fois où ils se sont engueulés, mais il en avait toujours minimisé les motifs, chaque fois il mettait cela sur le coup d'une mauvaise humeur due à des emmerdements passagers ou qui se sont enchaînés, ses règles, sans déconner cela va jusque-là parfois. Car il faut bien comprendre, que seuls ses soucis de monsieur sont fondés ou méritent qu'on se penche dessus, ceux de madame ne sont pas sérieux, allez, on parle d'autres choses et c'est expédié !

Il va vouloir rattraper le coup, il croit que tout est encore possible, alors qu'en réalité c'est bel et bien terminé. Plus il va s'acharner, plus il va devenir odieux et maladroit, et se faire du mal inutilement, sa souffrance est telle que le seul moyen qu'il va trouver pour l'atténuer, ce sera de la partager avec sa compagne qui n'en demandait pas tant, bref, il va aggraver son cas et finir par se prendre la porte dans la gueule, parce qu'à un moment donné il ne reste plus que cela pour le ramener à la réalité ou à la raison.

Notez bien que moi je suis pour la paix des ménages, je déteste les disputes, mais la pire réaction, c'est encore de ne pas les prendre au sérieux et de ne pas suivre les conséquences qui en découlent ou de ne pas faire le point un peu plus tard pour voir où on en est, histoire de voir où on en est sur le plan affectif, si notre embarcation est sécurisée ou si elle prend la flotte de partout et elle est prêt à couler à la prochaine tempête, soit on estime qu'on peut encore colmater les brèches ou recoller les morceaux, soit on constate qu'il est trop tard...

La tribune de ces gestapistes :

https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/violences-sexistes-et-sexuelles-limpunite-est-revolute-place-a-la-releve-feministe-20220920_7Z7L6H35K5ABXL4W3GK4SX4PHA/

La liste des signataires :

<https://docs.google.com/spreadsheets/d/1oFKIy9B01MxUwdVmpoX9RFC6Ntkid5qT1h8FOJgDBaM/edit#gid=1718216969>

En famille, la piste qui mène à Matignon et au parti de Macron.

Affaire Quatennens: Borne choquée par Mélenchon qui "banalise les violences intra-familiales" - BFMTV 20 septembre 2022

Aurore Bergé (Renaissance) n'est "pas certaine" qu'Adrien Quatennens "soit le bienvenu" dans l'hémicycle - BFMTV 20 septembre 2022

Violences faites aux femmes: pour Isabelle Rome, les cellules d'écoute de la Nupes "étouffent la parole des victimes" -BFMTV 22 septembre 2022

Isabelle Rome, une pourriture.

- Ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances au sein du gouvernement Élisabeth Borne.

En juillet 2022, elle annonce que le gouvernement versera 400 000 euros chaque année pendant trois ans à la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) « *afin de soutenir ses actions de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT+* » (Wikipédia)

La chasse aux sorcières des gestapistes s'étend au comportement psychologique.

Violences faites aux femmes : Bayou « *mis en retrait* » de la co-présidence du groupe écologiste à l'Assemblée - Paris Match 21 septembre 2022

Julien Bayou, accusé de violences psychologiques par une ex-compagne, est "*mis en retrait de ses fonctions*" de co-président du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, a annoncé le bureau du groupe mardi par communiqué, en attendant les conclusions d'une enquête interne.

Sandrine Rousseau avait dénoncé des "*comportements de nature à briser la santé morale des femmes*" La députée et finaliste de la primaire écologiste Sandrine Rousseau avait rapporté lundi sur France 5 avoir reçu chez elle une femme accusant le secrétaire national d'EELV Julien Bayou de "*comportements de nature à briser la santé morale des femmes*". Paris Match 21 septembre 2022

J-C – Les mesures liberticides, totalitaires, dignes d'un régime fasciste adoptées par Macron depuis mars 2020 auxquelles cette cinglée et ses semblables ont souscrit, n'étaient pas de « *nature à briser la santé morale des femmes* », tout comme la décision de cesser d'acheter du gaz à la Russie...

Mission impossible. Comment faire croire que ceux qui gouvernent seraient bien attentionnés envers la population ?

Un rapport pointe la « *situation préoccupante de la santé périnatale en France* » - Publicsenat.fr septembre 2022

Le texte met en avant une « *situation préoccupante de la santé périnatale en France* ». Publicsenat.fr septembre 2022

Alors qu'ils ont empêché pendant deux ans à la population d'y accéder. Qui ignorerait l'état de délabrement de la santé publique ?

Un rapport dénonce de fortes inégalités sociales dans l'accès aux soins - Europe1 21 septembre 2022

Prévalence de maladies chroniques, risque de renoncement aux soins, réalisation de tests de dépistage... Europe1 21 septembre 2022

Covid-19. Le putsch de la finance

Covid-19 – fabrication de la panique et braquage des comptes publics – épisode 9 : Le putsch de la finance - lemediaen442.fr 20 septembre 2022

Cette vidéo est le neuvième épisode de la série réalisée avec le média Kairos. Nous y faisons le tour des origines politiques et financières de ce que nous avons vécu.

En 2009, la « *pandémie* » de covid-19 a été précédée par la tentative ratée de pandémie de grippe H1N1 (voir le rapport du Sénat de 2010). Roselyne Bachelot, ministre de la Santé, a prévenu que la pandémie sera gravissime. Avec ses modèles statistiques tordus, l'épidémiologiste britannique Neil Ferguson a prévu 2 millions de morts de grippe H1N1. Le Pr Antoine Flahaut prévoit 30 000 morts. Ils se sont ridiculisés et leurs modèles mathématiques, aux prévisions totalement fausses, ont été mises en question par le Sénat. Pourtant, dix ans après, on refait appel à eux et à leurs modèles mathématiques pour le covid-19. Aucun enseignement n'a été tiré de leurs erreurs.

L'OMS a été rendue responsable de la psychose de H1N1 par le rapport du Sénat en 2010. Avant 2009, l'OMS avait supprimé le critère de gravité dans la définition d'une pandémie. Pas besoin de morts ou de malades, il suffit de personnes testées positives, pour pouvoir déclarer une pandémie. De plus les conflits d'intérêts au sein de l'OMS et parmi les experts hors OMS ont été dénoncés par le Sénat (cela n'a fait qu'empirer depuis).

Les médias ont censuré toute voix dissidente en 2009 qui mettait en doute la réalité de la pandémie. Ce sera la même chose à propos du covid plus tard.

Coût du gâchis (les vaccins ont été jetés) : 1,5 milliard d'euros.

Les laboratoires pharmaceutiques, profitant de la campagne de peur de 2009, avaient préparé des stocks de Tamiflu et s'étaient préparés à faire des vaccins et à encaisser de l'argent à la pelle. En 2020, ils ne vont pas louper la pandémie covid !

Les dépenses pour les cabinets de conseil ont explosé ces dernières années, selon un rapport du Sénat de 2021. En 2020 : 600 millions d'euros de coûts non cachés. En 2021, près d'un milliard d'euros. Politiques et hauts fonctionnaires ont des conflits d'intérêt avec les cabinets conseil. Leur pantouflage en témoigne (voir l'organigramme de Philippe Duval là).

McKinsey défend les intérêts de son client Big Pharma au détriment de ceux des Français.

Le CAC40 a fait élire le candidat Macron (voir l'article d'Aude Lancelin dans Médiapart)
Les banques sont également bien représentées chez les politiques (voir Ces très chers banquiers, dossier du Canard Enchaîné de 2015)

On peut soupçonner l'origine de la pandémie dans cette conjonction d'intérêts.

Les laboratoires qui ont produit les vaccins commandés par la France sont détenus par des fonds de pension américains (Vanguard, BlackRock, State Street, etc.). Ces mêmes philanthropes possèdent aussi Facebook, Twitter, Google, Youtube, Microsoft et les grands médias, qui empêchent toute critique de Big Pharma. Microsoft, c'est Bill Gates, président de Gavi qui est le premier financeur de l'OMS, mais aussi des laboratoires pharmaceutiques, de l'Unicef, de l'Imperial College of London où travaille Neil Ferguson, de l'université d'Oxford (AstraZeneca), de la BBC, du Monde.

Les médias gardent férocement le camp du bien. Ils sont aidés des Fact checkers, deux des grands médias (Le Monde) comme ceux de petits blogs qui souhaitent se donner de la visibilité (Fact and Furious). Les journalistes sont à vendre, témoigne Julien Fomenta dans Fakir. Ces ghostwriters écrivent des articles commandés, qui sont ensuite parfois signés de vrais journalistes. Ces articles bidons sur Figarovox et d'autres blogs de grands journaux sont parfois cités comme des références !

L'argent généreusement distribué a fait taire tous ceux qui en ont profité. Le coût de la crise du covid pour la Sécurité sociale est de 10,5 milliards d'euros. La campagne de tests a coûté 13

milliards en 2021. Les petits labos ont bien gagné leur vie, de même les infirmiers et médecins (entre 100 et 400 € la demi-journée), les agents de sécurité dans les hôpitaux (60 millions d'euros par mois pour contrôler l'entrée des malades vaccinés et virer les non-vaccinés), McKinsey a été payé 2 millions par mois pour la stratégie vaccinale, StopCovid (le logiciel qui ne marche pas) : 6,5 millions, 2 milliards d'euros d'aide aux médias en 2020, 26 millions d'euros pour des sondages d'opinion en octobre 2020, 100 milliards d'euros en 2020 pour le plan de relance des entreprises (il y a eu moins de faillites que sur une année habituelle), 51 milliards d'euros de dividendes ont été versés aux actionnaires du CAC40 en 2021. Pour les salariés qui souhaitent prendre une semaine de vacances : 27 milliards d'euros de chômage partiel en 2020, sans jour de carence (à l'inverse de toutes les autres maladies) et sans obligation de symptômes.

La stratégie du choc (voir le livre de Naomi Klein).

(https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Strat%C3%A9gie_du_choc)

Créer un choc (coup d'État au Chili, pandémie) ou profiter d'un choc naturel (ouragan Katrina) permet d'instaurer, par un coup d'État, un système totalitaire rentable pour le grand capital. Le système totalitaire en est arrivé à dire aux Français combien ils pouvaient être à table à Noël, qu'ils ne pouvaient être assis sur la plage, ou dans les bars, puis l'inverse. Les médias ont expliqué que c'était scientifique et imposé par des êtres supérieurs. La population, perdue, y a cru. Pire, elle a cru y adhérer librement. Le coup d'État mondial et le grand contrôle mondial a été décrit par Klaus Schwab dans le Great Reset. C'est affligeant et reflète le bas niveau intellectuel de ceux qui ont le pouvoir. Un résumé est disponible sur le site Kairos là.

Dans le premier épisode, nous avons vu qu'il n'y a eu aucune hécatombe nulle part en Europe, ni en 2020 ni en 2021.

Dans le deuxième épisode nous avons vu qu'il n'y a pas eu la saturation hospitalière annoncée.

Dans le troisième épisode nous avons vu qu'il n'y a pas non plus eu un « *déferlement* » de malades. Il y a eu bien moins de malades comptabilisés que pendant les épisodes dit « *grippaux* » du passé. Nous vivons une épidémie de « *cas* » entretenue par les fameux « *tests* » qui n'ont pas de rapport avec la moindre maladie.

Dans le quatrième épisode nous avons vu le moteur même de la fraude : l'utilisation de codes spécifiques par les hôpitaux de façon à produire les « *bonnes* » statistiques.

Dans le cinquième épisode nous découvrons le socle de l'idéologie sanitaire actuelle qui ne repose sur aucune expérience et est contredite par les statistiques : la contamination.

Dans le sixième épisode nous avons fait le tour des causes de décès depuis le début de la crise sanitaire à l'aide des rapports du Sénat, de Santé Publique France, de l'ATIH et des statistiques de décès de l'Insee pour découvrir le lien entre les mesures et les hausses de mortalité.

Dans le septième épisode nous avons analysé les fameuses injections et ce qu'il se cache derrière le mot « *efficace* ».

Dans le huitième épisode nous continuons l'analyse des injections. Nous allons voir ce qu'il se cache derrière le mot « *sûr* ».

La vidéo : Le putsch de la finance

<https://www.youtube.com/watch?v=ZRnUSp6KNWk>

Quand on découvre quotidiennement que le monde dans lequel nous vivions, ne ressemblait pas vraiment à celui qu'ils nous avaient décrit.

Harcèlement sexuel, viol sur mineur : 40 ans d'omerta à la Fédération française de football - lemediaen442.fr 20 septembre 2022

Pendant des années, Noël Le Graët, président de la Fédération française de football, et d'autres hauts responsables de la fédération ont dissimulé de multiples cas d'abus sexuels, y compris sur des joueurs mineurs.

Le dossier est accablant : l'enquête menée par le journaliste Romain Molina implique des entraîneurs, des dépisteurs, des agents et des hauts fonctionnaires de l'« élite » française. »

Vidéo. Enquête : 40 ans d'omerta à la FFF

<https://www.youtube.com/watch?v=kAFkVc6eRW8>

Dossier Ukraine ou OTAN contre Russie.

Quand les canons de la France bombardent la population civile de Donetsk.

Le président Vladimir Poutine refuse une conversation téléphonique à l'initiative d'Emmanuel Macron - lemediaen442.fr 21 septembre 2022

Emmanuel Macron s'est vu refuser une conversation téléphonique avec Vladimir Poutine, rapporte le journal Moskovsky Komsomolets (MK). Le journaliste ukrainien Anatoly Shariy a suggéré que ce refus est dû au bombardement de Donetsk par un obusier automoteur Caesar de fabrication française.

Alors que diverses sources indiquent que la conversation entre les deux chefs d'État a été reportée de plusieurs jours, nous rappelons à nos lecteurs l'erreur fatale du président français d'avoir divulgué un entretien téléphonique privé avec Vladimir Poutine. L'échange avait été diffusé dans un documentaire sur France 2.

Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, avait critiqué la diffusion de la conversation : « L'étiquette diplomatique ne prévoit pas de fuites unilatérales de tels enregistrements ». Ce coup de com — digne d'une télé-réalité — a mis en garde tous les présidents du monde sur la confiance à accorder au président Macron. C'est diplomatiquement une catastrophe pour la France et pour ses relations de confiance avec le monde extérieur.

De plus le ton agressif d'Emmanuel Macron n'avait rien de diplomatique, mais tout d'un acte de guerre médiatique. On peut y voir une des multiples conséquences de la suppression du corps diplomatique français. Le chef du Kremlin n'a pas digéré cet acte enfantin du dirigeant français et

n'a, semble-t-il, pas le temps de s'essayer à ce genre de jeu en cette période de cruciale de l'Histoire. Cela explique le refus pur et simple de converser avec Macron.

Zelensky : l'arnaque de la contre-offensive - Réseau Voltaire 20 septembre 2022

Le président Zelensky et ses alliés de l'Otan ont lancé une contre-offensive contre les troupes russes. Ils ont choisis un lieu où il n'y en avait peu et que Moscou n'entendait pas occuper. Dès lors ils peuvent célébrer en fanfare cette victoire sans ennemis, ni bataille. Retour sur un bluff qui ne convainc que ceux qui le veulent, c'est-à-dire le public occidental.

par Thierry Meyssan

Kiev a annoncé à grands renforts de tambours et trompettes une contre-offensive dans la région de Karkiv, c'est-à-dire face au Donbass. Les forces soutenues par l'Otan sont parvenues à « libérer » une bande de territoire de 70 km de long sur une trentaine de profondeur.

Le président Zelenski, qui s'est rendu sur place, à Izioum, a annoncé la « victoire prochaine » de son pays sur l'« envahisseur » russe.

La presse occidentale parle de la déroute russe et s'interroge sur un éventuel complot visant à renverser le « président vaincu », Vladimir Poutine.

Fin du conte à dormir debout ; une réalisation de l'Otan.

En réalité, les forces occidentales ne sont jamais entrées dans le Donbass, ni dans la République de Lougansk, ni dans celle de Donetsk. Elles n'ont récupéré que des territoires que l'armée russe avait conquis, mais jamais occupés. Dès le début, le président Poutine a annoncé qu'il voulait défendre les deux Républiques du Donbass, mais qu'il ne voulait pas annexer l'Ukraine qu'il entend juste « dénazifier » (c'est-à-dire débarrasser de ses « nationalistes intégraux »).

Avec le temps, il a annoncé qu'il entendait aussi faire payer aux Ukrainiens la guerre qu'ils ont déclenchée en annexant le Sud de leur pays. Deux options s'offraient alors à lui, soit annexer la Novorossia, soit la Makhnovchtchina, les deux territoires de tradition russe se recoupant largement.

La Novorossia, littéralement « Nouvelle Russie », c'est la colonie de peuplement russe conquise par Grigori Potemkine, l'amant de la tsarine Catherine II, sur l'Empire ottoman. Il comprend tout le Sud de l'actuelle Ukraine, y compris la Crimée, jusqu'à une petite partie de l'actuelle Moldavie, la Transnistrie. Ce territoire n'a jamais connu les horreurs du servage que Catherine II n'est pas parvenue à abolir en son empire. Le maréchal Potemkine y a édifié un État éclairé, inspiré de la Grèce antique et de Rome. La Novorossia fut un temps gouvernée par un officier français, ami personnel du tsar Alexandre Ier, Armand de Vignerot du Plessis, duc de Richelieu et futur président du Conseil des ministres français.

La Makhnovchtchina c'est le lieu où, en 1918, triompha l'armée noire de l'anarchiste paysan Nestor Makhno. Elle était parvenue à se libérer du pouvoir de Kiev, alors détenu par Symon Petlioura et Dmytro Dontsov, le protecteur et le fondateur des « nationalistes intégraux » ; dont les successeurs sont aujourd'hui au pouvoir et que la Russie qualifie de « nazis ». Les partisans de Makhno, quant à eux, instaurèrent un régime libertaire dans le Sud-Est du pays correspondant aux idées des socialistes français du XIXème siècle (Charles Fourier, Pierre-Joseph Proudhon) et surtout à l'influence de Pierre Kropotkine : la création de communes autogérées. La Makhnovchtchina fut

renversée et ses partisans massacrés lors d'attaques venues à la fois de l'Empire allemand, des « *nationalistes intégraux* » ukrainiens et des bolchéviques trotskystes.

En définitive, Vladimir Poutine a choisi la Novorossia et la revendique officiellement.

La zone qui vient d'être « libérée » par l'armée de Kiev a été comprise un moment dans l'un des plus grand pays anarchistes du monde, celui de Nestor Mackhno, mais jamais en Novorossia. Le gouvernement de Kiev a regagné, comme il le fit durant l'entre-deux-guerre, ce petit territoire.

Vu sous l'angle russe, Kiev a regagné un territoire que Moscou avait un temps envisagé d'annexer, mais auquel il avait finalement renoncé. Il n'y avait donc pas d'armée russe là-bas, juste des gardes-frontières et des policiers du Donbass. Ce sont eux qui se sont enfuis sans demander leur reste. Il n'y a donc pas eu de combat et encore moins de défaite.

Dans ces conditions les longues dissertations des médias occidentaux sur un complot de généraux qui viserait à renverser le président Poutine « *vaincu* » sont de pures fictions.

Il en serait différemment si les armées occidentales reprenaient Kershon, un port situé sur le Dniepr, peu avant qu'il ne se jette dans le mer Noire. Une seconde opération est planifiée autour de la centrale nucléaire de Zaporijjia. Mais nous n'en sommes pas encore là.

L'arnaque du président Volodymyr Zelenskyy consiste à présenter comme une bataille, une avancée de ses troupes dans un territoire inoccupé. Elle lui permet de réclamer des milliards supplémentaires aux Occidentaux, c'est pourquoi elle a été lancée le 6 septembre. Deux jours plus tard, le 8, une cinquantaine de pays se réunissaient sur la base états-unienne de Ramstein (Allemagne) afin de donner des armes à l'Ukraine [1]. Personne n'ayant de budget pour cela, les dépenses ont été avancées par les États-Unis en vertu de l'Ukraine Democracy Defense Lend-Lease Act of 2022 [2]. Ils payeront plus tard, mais ils payeront ce qu'ils dépensent aujourd'hui sans compter.

Le 9 et le 10, l'Institute for the Study of War, révèle des détails sur l'avancée des troupes et l'accueil chaleureux qu'elles reçoivent [3]. Cette mise en scène est gobée par la presse occidentale qui la relaye. Or cet institut est un repaire de Straussiens. Il est dirigé par Kimberly Kagan, la belle-sœur de la secrétaire d'État adjointe Victoria Nuland. Parmi ses administrateurs on compte Bill Kristol, l'ancien président du Projet pour un siècle américain, aussi bien que le général David Petraeus qui détruisit l'Iraq et l'Afghanistan.

Le 11, l'Agence Reuters-Thompson assure que les milliers de soldats russes sont en déroute [4]. Elle parle d'un « coup dur pour la Russie », alors que l'état-major russe a ordonné le retrait immédiat de ce territoire dont elle n'entend pas assurer la charge. Lorsque Donald Trump avait viré les straussiens de son administration, Victoria Nuland était devenue une des directrices de l'agence Reuters [5]. La dépêche de Reuters est signée par Max Hunder, un ancien élève d'Eton, l'école la plus huppée d'Angleterre. Un peu plus tard, le ministère britannique de la Défense confirme sa dépêche.

Le 12 le canular est validé par le New York Times qui publie une double page à la gloire du valeureux Zelensky. La presse occidentale relaye sans réfléchir.

Manque de chance, lorsque le quotidien new-yorkais paraît, les centrales électriques ukrainiennes ont toutes été touchées dans la nuit par des missiles [6]. L'Ukraine est dans le noir. La contre-offensive aussi.

Le président Poutine s'exaspère de la mauvaise foi occidentale. Il déclare que, pour le moment, la Russie n'a requis une petite partie de ses forces contre les « nazis » de Kiev et que, si besoin, ses prochaines actions seront d'une toute autre ampleur.

Le reste du monde ayant des yeux pour voir —à la différence des Occidentaux qui n'ont que des oreilles pour écouter des sornettes— a réservé une fête à la délégation russe, lors du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai, à Samarcande.

Une structure de contact avait été créée durant l'ère Eltsine entre la Russie et la Chine. Le chef du gouvernement russe, Ievgueni Primakov, reconnu des frontières stables avec Beijing. En 1996, Ce groupe de contact devint un forum international avec les États d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan), puis juste avant les attentats du 11 septembre 2001, il devint l'OSC actuelle. La Chine et la Russie avaient déjà compris que les Anglo-Saxons fomentaient des troubles en Asie centrale. Elles ont donc élaboré ensemble des programmes contre le terrorisme et le séparatisme. La suite des événements leur a donné amplement raison.

L'OCS s'est rapidement développée. L'Inde, le Pakistan et l'Iran l'ont rejoint. La Biélorussie s'y prépare. L'Afghanistan et la Mongolie y sont observatrices. 14 autres États en sont partenaires. Elle se caractérise par un esprit bien différent de celui des organisations occidentales. D'une certaine manière, on peut y voir le prolongement de l'esprit de Bandung : souveraineté des États, non-ingérence dans les affaires intérieures et coopération.

L'OCS rassure et rassemble. Elle rassemble aujourd'hui le quart de la population mondiale, voire les deux tiers si l'on prend en compte les États observateurs. On n'y fait pas des plans sur la comète en criant à la victoire lorsqu'on s'installe dans un territoire non-revendiqué et non-défendu.

Notes.

[1] « L'offensive du complexe militaro-industriel », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Réseau Voltaire, 17 septembre 2022.

[2] Ukraine Democracy Defense Lend-Lease Act of 2022, US Congress.

[3] « Russian Offensive Campaign Assessment, September 9 » et « Russian Offensive Campaign Assessment, September 10 », Institute for the Study of War

[4] « Russia gives up key northeast towns as Ukrainian forces advance », Max Hunder & Vitalii Hnidy, Reuters, September 11, 2022

[5] Donald Trump se rattrapa en chargeant Elliot Abrams de l'Amérique latine. Il le laissa mener diverses opérations et finalement l'empêcha au dernier moment de lancer une opération militaire contre le Venezuela.

[6] « La contre-offensive ukrainienne stoppée », Réseau Voltaire, 12 septembre 2022.

<https://www.voltairenet.org/article218014.html>

Guerre en Ukraine: Vladimir Poutine annonce la "mobilisation partielle" en Russie - BFMTV 21 septembre 2022

Dans une allocution télévisée diffusée ce mercredi matin, le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine a décidé de passer une nouvelle étape dans le conflit ukrainien, en annonçant la mobilisation partielle des forces de réserve russes.

Alors que, jusqu'à présent, uniquement les militaires professionnels de l'armée de Moscou étaient officiellement déployés en Ukraine, ce sont désormais ceux présents sur les listes de réserve et possédant une expérience militaire qui pourront y être déployés. Une décision "*à la hauteur de la menace à laquelle nous faisons face*", a déclaré Vladimir Poutine.

Preuve de la volonté de Vladimir Poutine de passer rapidement à cette nouvelle étape du conflit, il a indiqué avoir déjà signé le décret relatif à cette "*mobilisation partielle*".

Quant aux référendums relatifs à l'indépendance de certains territoires ukrainiens occupés, fustigés par Kiev comme par l'Occident, Vladimir Poutine a tenu à montrer ce mercredi sa détermination pour les mener à bien.

"*Dans le cadre des référendums dans quatre régions, les habitants pourront se prononcer sur leur sort*", a indiqué Poutine. Des référendums qui concerneront les régions de Kherson, Lougansk, Donetsk et Zaporijia.

Mobilisation partielle décrétée sur fond de référendum d'intégration à la Russie en RPD, RPL, et dans les régions de Kherson et Zaporijia - Réseau International 22 septembre 2022

D'après un sondage réalisé par la société INSOMAR, la majorité des habitants des quatre régions sont prêts à aller voter (de 65% en région de Kherson, à 83% en RPL, en passant par 72% en région de Zaporijia et 80% en RPD), et le oui à l'intégration avec la fédération de Russie l'emporterait de manière écrasante, avec 80% des votes à Zaporijia et Kherson, 90% en RPL et 91% en RPD.

Un autre sondage mené par l'Institut républicain de Crimée pour la recherche politique et sociologique (RIPSI) donne 94% de oui en RPD, 93% en RPL, 87% en région de Zaporijia et 80% en région de Kherson.

Suite à ces décisions, une annonce importante de Vladimir Poutine était attendue le soir même, mais elle aura finalement lieu le 21 septembre 2022 au matin. Dans son allocution, Vladimir Poutine a annoncé soutenir l'organisation du référendum dans les régions de Kherson et Zaporijia, ainsi qu'en RPD et RPL, dont la Russie assurera la sécurité, afin que les gens puissent aller voter sereinement.

Pour ce qui est de la mobilisation partielle, ses modalités ont été précisées par le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, juste après l'allocution de Vladimir Poutine. Seuls 300 000 hommes parmi les 25 millions que compte la réserve russe seront mobilisés. Priorité est donnée aux hommes ayant servi dans certaines spécialités militaires et ayant une expérience du combat. En clair, la Russie ne va mobiliser que 1,2% de sa réserve militaire, ce qui est minime en matière d'impact sur l'économie ou la population du pays.

Sergueï Choïgou en a profité pour faire un point sur les pertes russes et ukrainiennes. Il a ainsi déclaré que les pertes au sein de l'armée russe sont de 5 937 morts, un chiffre assez proche des 6476 morts annoncés par la BBC il y a quelques jours (chiffres qui incluent la Garde Nationale, qui

dépend du ministère de l'Intérieur et non du ministère de la Défense). Au niveau des blessés, le ministre russe de la Défense a indiqué que plus de 90% des blessés russes ont déjà pu reprendre le service.

Côté ukrainien, le bilan n'est pas du tout le même. Sergueï Choïgou a ainsi annoncé que les pertes côté ukrainien seraient de 61 207 morts et 49 368 blessés, auxquels il faut ajouter les déserteurs et ceux faits prisonniers. Sur ce total, plus de 7000 soldats ukrainiens ont été éliminés rien que durant les trois dernières semaines de combat, montrant que les attaques de Kiev en région de Kherson et de Kharkov, ont eu un coût humain élevé pour l'armée ukrainienne.

Sergueï Choïgou a indiqué que la Russie n'était pas tant en guerre avec l'Ukraine qu'avec « *l'Occident collectif* » et l'OTAN.

« *[Par là], nous entendons non seulement les armes fournies en quantités énormes, en volumes énormes [...], mais aussi, bien sûr, des systèmes. Ce sont des systèmes de communication, de traitement de l'information, ainsi que de renseignement, le renseignement satellitaire* », a détaillé le ministre russe.

D'après M. Choïgou, l'Ukraine a presque épuisé les armes qu'elle possédait, principalement des armes soviétiques.

« *Pratiquement toute la constellation de satellites de l'OTAN fonctionne. Selon nos estimations, plus de 70 satellites militaires et plus de 200 satellites civils travaillent pour reconnaître l'emplacement de nos unités* », a fait savoir le chef de la Défense russe.

Sergueï Choïgou a également mis en valeur l'implication des instructeurs et mercenaires étrangers en Ukraine, dont 2000 ont été tués.

Et de souligner : « *Actuellement, il n'en reste qu'un peu plus d'un millier. Certains sont partis, d'autres ont péri. [...] L'essentiel, c'est que leur recrutement se poursuit sous la tutelle de l'État* ».

source : Donbass Insider

Opération déstabilisation de la Russie dans la foulée.

38 villes, près de 1400 arrestations... La mobilisation partielle soulève des manifestations en Russie - BFMTV 22 septembre 2022

J-C - D'où viennent ces informations ?

BFMTV - OVD-Info, une ONG dont le travail consiste notamment à assurer le suivi des manifestations...

J-C - BFMTV exprime un souhait à voix haute :

BFMTV - Convoquer 300.000 réservistes est une chose, mais remobiliser les esprits s'annonce comme une autre paire de manche pour le pouvoir russe.

J-C - OVD-Info, qu'est-ce que c'est ? Qui finance cette ONG ?

- L'organisation est financée par des donations individuelles de plusieurs bénévoles et par des organisations des droits de l'homme telles que le Memorial Society, la Commission européenne et l'International Partnership for Human Rights (basée à Bruxelles). wikipedia.org

International Partnership for Human Rights, qu'est-ce que c'est ?

Our Donors (Nos donateurs)

- Open Society Foundation (Soros)
- Union européenne
- NED (CIA)
- United Nations resources (ONU)
- OSCE resources

<https://www.iphronline.org/about/our-donors>

La Russie reconnaît la mort de 5937 de ses soldats en Ukraine - BFMTV 21 septembre 2022

Basket : Thomas Heurtel exclu des Bleus pour les JO 2024 pour avoir rejoint un club russe - Europe1 22 septembre 2022

4 régions de l'ex-Ukraine intègrent la Fédération de Russie - Réseau International 21 septembre 2022

Aujourd'hui les parlements des Républiques de Donetsk et de Lougansk ainsi que des régions de Kherson et Zaporijia (ville de Melitopol) se sont prononcés en faveur d'un rattachement de leurs entités à la Fédération de Russie. Les présidents et chefs de région ont décidé de consulter les citoyens par referendum, qui auront lieu du 23 au 27 septembre.

À Moscou Vlasheslav Volodin, président de la Douma fédérale a déclaré que le Parlement soutiendrait les résultats du referendum.

La décision finale a été prise le week-end dernier au Kremlin : Vladimir Poutine validera les résultats des referendums et prononcera le rattachement de ces 4 entités de l'ex-Ukraine à la Fédération de Russie.

Au vu des possibilités de réaction « négative » (!) des pays occidentaux, le Parlement Russe a aujourd'hui mis en place des dispositions juridiques qui s'appliqueront si un ordre de mobilisation est donné par le Kremlin (détails en fin d'article).

Plusieurs mesures que je ne détaillerai pas ont été prises tant concernant la défense civile dans les principales villes de Russie que la mise en alerte de plusieurs unités, y compris dans le domaine de la guerre cybernétique.

En Biélorussie le président Loukachenko a également ordonné des « préparatifs pour la défense de l'État selon les normes du temps de guerre » (agence BelTA).

Les habituels idiots qui prévoyaient la victoire de l'Ukraine suite à leur contre-offensive à Izioum (qui leur a coûté quelques milliers de morts...) vont tomber de haut. Et nous allons montrer à Ursula von der Leyen que nous n'avons pas besoin de démonter nos lave-vaisselles et réfrigérateurs pour réparer notre matériel militaire.

Car il ne fait quasiment aucun doute que l'OTAN va dans un premier temps intensifier son aide à l'Ukraine en livrant en particulier des missiles balistiques à longue portée (permettant donc de frapper la Russie en profondeur). Ceci signifiera, le Kremlin l'a encore répété hier, l'entrée en guerre effective de l'OTAN. Et bien entendu nous en tirerons les conséquences, des frappes contre les bases OTAN en Europe seront une première réponse.

Les forces de l'OTAN actuellement déployées en Europe n'ont aucune chance contre nos forces. Rappelons que nous n'utilisons actuellement, en Ukraine, qu'une petite partie de notre potentiel tant en matériel qu'en hommes. Si l'OTAN s'engage, nos forces en réserve vont rapidement entrer en action. N'oublions pas également que l'Europe a quasiment épuisé ses stocks de munitions en livrant en Ukraine... Je faisais remarquer il y a quelques semaines, qu'une fois que les stocks seraient vides, nous pourrions bien en profiter... On y arrive. Il est clair que dans ce cas de figure, tout ré-approvisionnement de l'OTAN depuis les États-Unis sera une cible légitime dans les pays membres de l'OTAN !

La seule interrogation est donc ce que feront les États-Unis. Il est certain que le Kremlin, ayant à sa disposition des informations que bien entendu je n'ai pas, a intégré cette question en prenant sa décision. Le président Poutine et le ministre de la Défense devraient s'adresser au peuple russe ce soir.

De toute manière la Russie n'a pas le choix, comme il a déjà été expliqué plusieurs fois : C'est un combat de civilisation et l'Ukraine n'est que le pion utilisé par les pays occidentaux pour tenter de nous abattre. Le combat est donc la seule réponse possible pour que la Russie ne disparaisse pas. Et c'est pour cela que nous irons jusqu'au bout.

Et une mesure qui peut intéresser les lecteurs français : Le Kremlin a décidé de favoriser l'accueil des étrangers dans les forces armées russes et un premier centre d'accueil va être déployé très rapidement en banlieue de Moscou à Sakharovo pour les citoyens étrangers désireux de s'engager.

source : Rusinfo

En Ukraine, la ville de Kherson veut un référendum immédiat pour devenir russe - lemediaen442.fr 20 septembre 2022

Selon RIA Novosti, le Conseil public de la région de Kherson a lancé un appel au chef de la région, Vladimir Saldo, à organiser immédiatement un référendum pour son adhésion à la Fédération de Russie.

Lundi, l'initiative d'organiser immédiatement un référendum sur l'adhésion à la Russie a été prise par les chambres publiques de la république populaire de Loughansk (LPR) et de Donetsk (RPD). Elles se sont tournées vers les chefs des républiques, Leonid Pasechnik et Denis Pushilin.

Selon un communiqué du Conseil public lu mardi 20 septembre par son président Vladimir Ovcharenko :

« Nous considérons qu'il est plus opportun que jamais de prendre une décision résolue sur la tenue immédiate d'un référendum sur l'entrée de la région de Kherson dans la Fédération de Russie. Nous sommes sûrs que l'initiative sera pleinement soutenue par les habitants de la région de Kherson. Rejoindre la Russie ne sera pas seulement un triomphe de la justice historique, mais sécurisera également le territoire, ouvrira de nouvelles opportunités sur la voie de la renaissance et de la restauration du pouvoir de notre terre et du retour à une vie pleine et paisible. »

Une fois Kherson annexée à la Russie, le Kremlin pourra très logiquement considérer que l'Ukraine attaque le territoire russe, mettant en danger l'intégrité de la Russie. Selon un correspondant de l'agence de presse TASS, les membres du Conseil ont unanimement soutenu cet appel.

L'OTAN politique ou l'Union européenne n'a aucune légitimité.

L'Union européenne ne respectera pas le référendum et sanctionnera les Ukrainiens voulant devenir russes - lemediaen442.fr 22 septembre 2022

Selon un communiqué de presse du 22 septembre 2022 du Conseil de l'Union européenne, l'UE condamne les projets d'organisation de « référendums » visant à l'annexion par la Russie de parties des régions de Donetsk, Kherson, Lougansk et Zaporijia. Elle estime que ces référendums sont illégaux et « constituent une autre violation flagrante de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et une violation grave de la charte des Nations unies ».

Bien que les habitants russophones du Donbass votent librement et démocratiquement, Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne, annonce des sanctions supplémentaires contre la Russie, mais aussi contre les habitants de Donetsk, Kherson, Lougansk et Zaporijia : « tous ceux qui sont impliqués dans l'organisation de ces "référendums", ainsi que dans d'autres violations du droit international et du droit international humanitaire en Ukraine, seront tenus pour responsables, et des mesures restrictives supplémentaires contre la Russie seront présentées dès que possible. en coordination avec nos partenaires. »

Pour Josep Borrell, le référendum démocratique ne changera rien. « L'intention d'annexer des territoires occupés et d'organiser des référendums fictifs ne changera pas leur statut juridique. Ils sont et resteront internationalement reconnus comme faisant partie intégrante de l'Ukraine. Et cela ne va pas changer en organisant un simulacre de référendum. »

Mais que pensent les habitants de ces régions ? Est-ce que Josep Borrell leur a posé la question ? Voici la réponse des premiers intéressés, les habitants de la République populaire de Lougansk. Ils s'expriment à propos du prochain référendum sur l'intégration à la Russie. Ce n'est qu'un micro-trottoir. Un référendum révélerait l'état d'esprit des russophones méprisés par le gouvernement de Kiev.

L'Europe n'a pas l'habitude de tenir compte des résultats des référendums. Elle considère qu'ils sont tous fictifs. En France, les 54,68 % de « non » à la constitution européenne du référendum de 2005 ont été balayés par le traité de Lisbonne signé, à la place des Français, par Nicolas Sarkozy.

Vidéo. "Il est temps de devenir la Russie. On le tolère depuis déjà 8 ans"

<https://rumble.com/v1ky11p-il-est-temps-de-devenir-la-russie.-on-le-tolre-depuis-dj-8-ans.html>

La Turquie souhaite adhérer à l'OCS - Réseau Voltaire 18 septembre 2022

À l'issue du sommet des chefs d'État de l'Organisation de coopération de Shanghai, les 15 et 16 septembre à Samarcande, le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a précisé aux journalistes que son pays souhaitait adhérer à cette structure.

La Turquie est encore membre de l'Otan ; l'OCS a été créée par la Russie et la Chine. Washington exige que ses alliés coupent les ponts avec la Russie. La Turquie note que les statuts de l'Otan ne prévoient pas ce cas de figure.

Le président Erdoğan est parti pour les États-Unis où il doit rencontrer le président Biden.

Acculé par les sanctions américaines, le Zimbabwe souhaite renforcer ses relations avec la Russie - reseauinternational.net 20 septembre 2022

Le nombre des pays africains qui ouvrent leurs portes à une coopération avec la Russie se rallonge. Cette fois, c'est le Zimbabwe qui souhaite renforcer ses relations avec Moscou, rapporte l'agence de presse TASS.

Selon les informations, le président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa a déclaré son intention de renforcer la coopération de son pays avec la Russie. Sur la chaîne russe Rossiya 24, le président a indiqué que *« je suis ravi que nous ayons des positions similaires avec Vladimir Poutine sur le développement de nos relations »*.

Le chef de l'État africain a également remercié son homologue et la holding Hélicoptères de Russie pour avoir livré un véhicule et un hélicoptère d'ambulance au Zimbabwe qui souffre souvent des catastrophes naturelles et a besoin d'instruments pour sauver des vies.

Ce développement intervient alors que le Zimbabwe est en train de couler sous le poids des sanctions américaines depuis plusieurs années. La semaine dernière, le président sud-africain Cyril Ramaphosa, lors d'une rencontre avec Joe Biden, a plaidé pour la levée des sanctions contre le Zimbabwe.

source : Actu Cameroun

L'Ouzbékistan signe de gros contrats avec la Chine et la Russie - (Chine Magazine) reseauinternational.net 20 septembre 2022

L'Ouzbékistan a signé des accords d'une valeur de 16 milliards de dollars avec la Chine et de 4,6 milliards de dollars avec la Russie lors des visites de leurs dirigeants respectifs dans le pays lors du Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai.

Le porte-parole du ministère ouzbek des Affaires étrangères, Yusuf Kabuljanov, a indiqué que les accords avec la Chine comprennent la construction d'une voie ferrée Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan.

Les départements chinois et ouzbek ont signé de multiples documents de coopération couvrant l'agriculture, l'économie numérique, le développement vert, la culture, la coopération infranationale et les médias.

Les projets avec la Russie concernent les secteurs des machines, des produits chimiques, de la pétrochimie et de la géologie. La Russie et la Chine sont des investisseurs majeurs en Ouzbékistan et les principaux partenaires commerciaux de l'ancienne république soviétique.

<https://reseauinternational.net/louzbekistan-signe-de-gros-contrats-avec-la-chine-et-la-russie/>